

Julian Mischi, [Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical](#), Marseille, Agone, 2016, 408 p., 23€.

Lire [un extrait du livre ici](#).



Le mouvement du printemps 2016 contre la « loi travail » a remis au goût du jour discours et analyses sur le syndicalisme. Du moins, le syndicalisme a été l'objet de nouvelles attentions, tant politiques que médiatiques, focalisées principalement sur la CGT et Philippe Martinez, comme nouvelles figures de la dangerosité sociale. Cette approche du syndicalisme à travers ses dirigeants et ses organisations, outre ses attendus idéologiques, laisse bien souvent dans l'ombre l'activité syndicale concrète. C'est à découvrir cette activité qu'invite le dernier ouvrage de Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier : sociologie du combat syndical*.

Syndicalisme en contexte rural

Le lieu de l'enquête du sociologue n'est pas anodin : menée dans un atelier SNCF dans une petite ville de milieu rural, cette recherche prend des distances avec d'autres études sur le monde ouvrier menées dans des tissus urbains. Mais en faisant le choix d'un atelier SNCF, l'auteur ne cherche pas à mettre en lumière des expériences inédites de syndicalisme, comme ce peut être le cas, par exemple, d'études sur la syndicalisation dans le travail à domicile¹.

En somme, il s'agit d'étudier des pratiques syndicales quotidiennes dans une entreprise qui conserve des taux de syndicalisation supérieurs à la moyenne des entreprises françaises, avec un salariat relativement stable mais qui est confronté aux mêmes transformations qu'ailleurs : réorganisations managériales, difficultés de transmission des traditions militantes entre générations, effritement des repères politiques...

Le choix d'étudier un atelier d'une petite ville (3000 habitants) apporte par ailleurs une nouvelle contribution à l'étude des classes populaires en milieu rural et de ses modes d'organisation et de politisation. L'auteur avait déjà suivi cette veine dans une partie de sa thèse sur le PCF, dans laquelle il décrivait les sociabilités communistes et la constitution du Parti Communiste à la campagne². Désormais, dans son étude du syndicalisme, il s'agit de voir de quelle manière s'opèrent les liens entre espaces de vie et de travail (le bourg et l'atelier), comment ce qui se passe dans un espace se répercute dans l'autre, comment enfin s'opèrent des transferts entre l'activité syndicale dans l'entreprise et l'engagement dans le champ politique local.

Rapports de classe à l'atelier

Bien qu'étant une unité d'une entreprise nationale, l'atelier étudié par Julian Mischi est géré à la manière d'une petite entreprise autonome : dans le rôle du patron, le contremaître dirige l'atelier, profite des marges de manœuvre à sa disposition pour forger des équipes dévouées, et limite les promotions professionnelles pour réduire les coûts de main-d'œuvre, tout en entretenant des relations de « domination patronale personnalisée » qui ont des effets sur les modes de recrutement ou l'accès ou non à des promotions.

Le « patron » personnifie ainsi l'entreprise et utilise sa position dans la ville pour organiser les relations professionnelles. En effet, la porosité des champs professionnel et local se manifeste par exemple lors des recrutements, lorsque notamment les réputations et les qualités extra-professionnelles jouent sur le choix des embauches. Cela se retrouve également dans le champ politique local quand les affrontements patron/ouvriers se répercutent dans des élections, quand un syndicaliste concurrence son contremaitre.

Tout ceci construit des liens de proximité/affrontement qui s'effritent peu à peu au cours des années 1990-2000 lorsque se modifient les profils des dirigeants. Si, jusque-là, ces derniers étaient issus de l'entreprise, avec un fort ancrage local, désormais les cadres sont souvent plus diplômés, ne sont pas nécessairement issus de la SNCF et peuvent habiter relativement loin du bourg. Les normes managériales qui s'imposent alors sont plus difficilement contestables par les syndicalistes qui auparavant pouvaient utiliser au profit des salariés les marges de manœuvre locale.

Des cultures professionnelles s'affrontent. Auparavant le conflit entre ouvriers et contremaitres prenait racine dans une certaine culture commune de l'entreprise et du travail ; désormais, au souci de la professionnalité des agents s'opposent des objectifs de rentabilité immédiate qui ont des effets tant sur le travail que sur l'ambiance dans l'atelier ou sur les formes de la conflictualité sociale.

Pour autant, cela ne fait pas disparaître la conscience des clivages sociaux et des frontières de classe qui organisent le quotidien de l'atelier et se répercutent dans l'activité syndicale, mais celle-ci subit les transformations des hiérarchies socio-professionnelles. Le renvoi permanent des syndicalistes à leur identité ouvrière pousse ces derniers à chercher, au nom d'une crédibilité face à la direction de l'entreprise et dans un souci de représentation de toutes les couches du salariat, à syndiquer les cadres, ce qui questionne plus généralement la façon dont les syndicalistes, à la CGT en particulier, perçoivent les clivages sociaux dans leur entreprise et au-delà.

Des ressorts de l'adhésion aux pratiques syndicales

Après avoir précisé les incidences des transformations managériales sur la structuration des groupes socio-professionnels au sein de l'entreprise, Julian Mischi consacre la suite de son ouvrage aux logiques et aux pratiques syndicales.

D'une part, il s'arrête sur les ressorts de l'adhésion syndicale, il souligne l'importance de ce qui est extérieur à l'atelier : les histoires familiales et les modes de transmission d'une culture professionnelle et syndicale en leur sein ; les expériences de travail antérieures à l'entrée à la SNCF, notamment dans des emplois précaires ; les effets des transformations des pratiques résidentielles sur l'engagement et la façon dont l'accès à la propriété privée produit des préoccupations qui peuvent être un frein à cet engagement ; l'extériorité partielle au groupe ouvrier de cheminots-paysans qui rend également plus difficile l'adhésion syndicale, etc.

D'autre part, le chercheur analyse les manières dont les syndicalistes de la CGT définissent eux-mêmes leur organisation. Cette autodéfinition collective prend place dans la façon dont les anciens militants transmettent une histoire et des pratiques légitimes, dans ce qui se joue dans la concurrence entre organisations syndicales et dans un socle de valeurs forgé au sein comme à l'extérieur du travail. À ce propos, on peut s'interroger sur ce qui serait

une idéologie construite et transmise au sein de la CGT. On a évoqué plus haut l'affaiblissement, au sein du syndicalisme, d'une lecture du monde social en termes de luttes des classes qui cohabite avec une perception des divisions et des hiérarchies dans l'entreprise.

Julian Mischi souligne tout d'abord que les références à l'anti-sexisme, l'antiracisme ou l'opposition à l'homophobie émanent surtout de jeunes cheminots qui en font un moteur de leur engagement alors que les militants plus anciens, parfois adhérents du PCF ou issus d'une famille militante, mettent rarement en avant des principes politiques extra-professionnels lorsqu'ils s'adressent à leurs collègues. Ces militants perçoivent le fait de paraître trop politisés comme un frein à l'adhésion, mais ce postulat peut être remis en cause par des syndicalistes plus jeunes qui estiment que certains salariés n'ont pas leur place à la CGT du fait de leurs idées politiques.

Entre la volonté de consolider l'organisation en multipliant les adhésions et le souci de construire un groupe syndiqué partageant, sinon une vision politique commune, du moins un certain nombre de principes moraux et politiques, la tension est permanente et ressurgit particulièrement dans le cas de salariés soupçonnés de proximité avec le Front National : faut-il refuser leur adhésion ou envisager que le syndicalisme est à même de modifier leur orientation politique ?

De façon moins importante, les discours portés sur les musulmans ou les pratiques vis-à-vis des femmes (très minoritaires dans l'atelier, leur présence dans le syndicat et dans ses instances dirigeantes l'est d'autant plus) peuvent poser problème, une tension pouvant alors naître entre la « mise en scène d'une virilité ouvrière » et la volonté de s'adresser à toutes les catégories de salarié·e·s.

Le militantisme syndical comme ressource

À travers la question des références politiques à mettre ou non en avant dans l'activité syndicale, on perçoit donc de possibles différenciations entre militants plus ou moins expérimentés. Cette différenciation s'observe également dans les trajectoires syndicales et ce à deux niveaux.

D'une part lorsque les carrières militantes conduisent certains à des postes de permanents qui les éloignent peu à peu de l'atelier. Cet éloignement et la multiplication des mandats qui en est à l'origine rend suspects aux yeux de certains salariés les délégués qui semblent, lors de leurs tournées, ne plus maîtriser la réalité du travail dans l'atelier. Ainsi les rumeurs vont bon train sur les avantages dont bénéficieraient les permanents, rumeurs renforcées par les affaires ayant secoué la direction confédérale de la CGT ces dernières années.

Mais cet éloignement a également des effets sur les permanents dont l'activité syndicale hors de l'atelier procure un accès à des savoirs et savoir-faire qui, tout en leur permettant de retourner un stigmate associé à une scolarité courte, a des conséquences sur la distinction vis-à-vis de l'ensemble du groupe ouvrier. L'épanouissement personnel rendu possible par ces apprentissages doit alors être compensé par leur utilisation au service du syndicat et des salariés. Ce sont en effet ces savoirs qui permettent aux syndicalistes de tenir tête à la direction et de paraître crédible aux yeux des contremaîtres comme à ceux des ouvriers ; c'est donc l'intégration de tels savoirs au sein de la force collective que constitue le syndicat qui leur donne un sens, non sans parfois susciter des prises de

distance vis-à-vis de la base.

L'autre type de différenciation et d'éloignement des cadres syndicaux s'opère dans la sphère professionnelle. Les tensions liées à l'éloignement de l'atelier et les nouvelles aspirations qui naissent aux cours des carrières militantes peuvent conduire certains permanents à chercher des voies de sortie du militantisme ; certains peuvent alors rejoindre l'encadrement, ce qui modifie à la fois l'activité quotidienne mais aussi les formes de sociabilité : en rompant avec l'atelier et le syndicat, les militants rompent parfois plus généralement avec le monde ouvrier et adoptent, y compris à l'extérieur de l'entreprise, des pratiques de cadres dont il se rapprochent amicalement.

Dans le dernier chapitre, Julian Mischi s'arrête sur l'extension du militantisme cheminot hors de l'entreprise, dans la ville ou le canton. Il décrit la façon dont le syndicalisme constitue une ressource transposable dans d'autres espaces, associatifs (dans le cadre d'une association de parents d'élèves) ou politiques, la scène municipale pouvant apparaître comme le prolongement des luttes entre différentes catégories de personnels au sein de la SNCF.

Ces deux formes d'engagement, associatif et politique, illustrent comment le militantisme syndical permet aux cheminots d'acquérir la légitimité à parler au nom des autres, à côtoyer d'autres milieux sociaux que les ouvriers, tout en mettant en lumière l'entrelacement des clivages sociaux et des divergences politiques, en particulier dans les relations que les syndicalistes ouvriers de la SNCF entretiennent avec d'autres militants plus dotés en capital culturel, souvent multipositionnés dans l'espace militant local et proches de l'extrême gauche.

Comprendre les dynamiques militantes

Au-delà de la qualité de l'enquête ethnographique, que peut apporter un tel livre pour comprendre le syndicalisme et les dynamiques militantes contemporaines ? Comme on l'a déjà souligné, l'enquête menée par Julian Mischi concerne une situation particulière : un atelier d'une entreprise nationale situé dans une petite ville de milieu rural. Le syndicalisme ici analysé est donc propre à cette configuration où le salariat est moins déstabilisé que dans d'autres secteurs et peut s'appuyer sur une tradition syndicale encore vivace.

L'auteur relativise ainsi les analyses dissertant sur la crise du syndicalisme pour s'attacher aux logiques de l'engagement. Celui-ci ne procède pas généralement d'une adhésion à des principes politiques généraux qu'on chercherait à mettre en œuvre par l'action, mais le plus souvent des sociabilités, des relations personnelles, des pratiques et des conditions de travail... Cela joue d'abord dans l'entreprise mais également à l'extérieur, les relations de travail pouvant se prolonger dans la ville ou le quartier, d'où la nécessité pour le syndicalisme d'ancrer sa réflexion et ses pratiques sur un territoire.

Ensuite, cette enquête souligne que le syndicalisme demeure, malgré son affaiblissement, un des cadres essentiels d'organisation des classes populaires et un lieu où sont mis en forme et vécus les conflits de classe. À la différence des partis politiques qui peinent de plus en plus à s'ancrer dans les milieux populaires, la CGT syndique les catégories inférieures du salariat et constitue pour elles l'unique canal d'expression et de mobilisation.

Enfin, l'enquête de Julian Mischi permet de mieux cerner les processus de bureaucratisation

du mouvement syndical. À l'encontre d'une approche grossière qui fait de tout responsable syndical un bureaucrate traître à sa classe, le sociologue se penche avec précision sur les ambivalences et les risques de la professionnalisation du militantisme. Pris dans une tension entre des pratiques de sensibilisation et de mobilisation des salariés sur le terrain et des activités plus institutionnalisées, une partie des militants s'éloigne partiellement de la base.

Cela peut s'opérer difficilement, lorsqu'ils voient leur légitimité s'effriter dans l'atelier par exemple, mais ils en retirent un certain nombre de bénéfices, rarement matériels : moindre charge de travail et surtout épanouissement personnel à travers la maîtrise des dossiers et l'acquisition de savoirs, compensant ainsi un faible capital scolaire. Pour autant, la distance qui peut s'instaurer entre les permanents et la base n'est pas la même selon les échelles de responsabilité syndicale. Par ailleurs, l'existence de permanents demeure un élément dans le rapport de force face à l'employeur, notamment dans la capacité que ces derniers ont à tenir tête à leurs interlocuteurs.

La dichotomie base/dirigeants n'est pas toujours opérante politiquement et laisse de côté les enjeux concernant le contrôle des permanents, la formation des militants, la nécessité d'un renouvellement régulier des équipes syndicales permettant ainsi de déconcentrer les responsabilités et les mandats.

références

références

↑**1** Sophie Bérout, « Une campagne de syndicalisation au féminin. Une expérience militante dans le secteur de l'aide à domicile », *Travail, genre et sociétés*, n° 30, 2013/2, pp. 111-128.

↑**2** Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010.